COMMUNIQUE :

MACRON RECONNAIT L'IMPORTANCE DES SALARIE.E.S DE LA FONCTION PUBLIQUE…

MAIS PAS AU POINT DE LES AUGMENTER !

Alors que partout en France la question du pouvoir d'achat et des salaires se pose aves une acuité accrue, le Président de la République et le gouvernement montrent le peu de cas qu'ils se font en réalité de cet enjeu essentiel.

En effet, ce matin, la ministre en charge de la Fonction publique avait convoqué une réunion dont l'objet était prétendument de répondre aux questions urgentes posées par les rémunérations insuffisantes et profondément dégradées des personnels des trois versants de la Fonction publique.

Rappelons encore une fois que le gel quasi-total de la valeur du point depuis plus de 10 ans et l'absence d'augmentations générales ont conduit à des pertes de pouvoir d'achat abyssales, à des tassements de carrière d'un niveau inédit, à une non prise en compte des qualifications et des compétences absolument catastrophique.

Face à cette situation d'une gravité extrême, le pouvoir exécutif répond une fois de plus par des replâtrages parcellaires très insuffisants, laissant de côté une part importante des agentes et des agents et comprimant encore davantage des amplitudes de carrière pourtant déjà réduites à l'os.

C'est totalement inacceptable !

La CGT, avec la FSU et SOLIDAIRES, a refusé de cautionner par sa présence une caricature de rendez-vous salarial et a quitté rapidement la séance.

Oui, les salarié.e.s de la Fonction publique doivent bénéficier - de manière urgente et forte – d'augmentations générales passant par la revalorisation du point d'indice !

Non, les mesurettes souvent inopérantes quelques mois après leur mise en œuvre ne constituent en aucune façon une réponse aux légitimes attentes des plus de 5 millions d'agentes et d'agents de la Fonction publique !

Les déclarations louangeuses sur leur engagement pour l'intérêt général ne sont que du vent lorsqu'on en fait des variables d'ajustement économique et qu'on ne maintient pas leur pouvoir d'achat.

Refusant d'ouvrir les négociations indispensables, c'est bien Emmanuel MACRON, Jean CASTEX et Amélie de MONTCHALIN qui portent l'entière responsabilité du clivage actuel.

D'ores et déjà, la CGT Fonction publique appelle à mettre en perspective et à construire, dans l'unité la plus large, le rapport de forces nécessaire pour obtenir de fortes augmentations générales des salaires.

Paris le 9 décembre 2021.